



Assassinat d'un leader indépendantiste à Porto-Rico

Par [Jean-Guy Allard](#)

Mondialisation.ca, 11 décembre 2009

[L'aut'journal](#) 11 décembre 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#)

Des mois avant l'assassinat de son fils, le FBI était au courant de la conspiration pour assassiner le leader portoricain Juan Mari Bras, a affirmé il y a quelques jours la Commission pour la vérité et la justice de Porto Rico, en révélant l'existence d'une série de documents déclassifiés de la police fédérale nord-américaine.

Ces rapports internes du Bureau fédéral des enquêtes (FBI) confirment que, en janvier 1976, deux mois avant l'assassinat de Santiago Mari Pesquera, les enquêteurs savaient parfaitement que des terroristes cubano-américains allaient tenter de tuer le dirigeant indépendantiste Juan Mari Bras.

Mari Bras était alors le candidat au poste de gouverneur du Parti socialiste portoricain (PSP). En mars de cette même année, son fils Santiago Mari Pesquera a été assassiné.

Mari Bras n'ont jamais été prévenu par le corps policier - célèbre pour son activité au détriment de la souveraineté de l'île - de ce complot ni des menaces contre leurs vies.

De fait, le FBI a eu connaissance du complot pour exécuter Mari Bras au moins depuis novembre 1975, affirme la Commission. pour la vérité et la justice dans son communiqué.

Dans le document numéro 105-2478, portant la date du 29 mars 1976 et rédigé de Miami, en Floride, on informe la haute direction du FBI que, en novembre 1975: « Pérez Doreste a dit que Reinol Rodríguez, de San Juan, Porto Rico, a discuté dans le passé de l'assassinat possible de Juan Mari Bras, secrétaire général du PSP et qui est aussi très pro-Castro, et que Frank Castro a autorisé Rodriguez à concevoir un plan pour tuer Juan Mari Bras. On n'a pas mentionné d'autres détails sur le plan envisagé ».

Au sujet d'un autre rapport du FBI - le document numéro.105-21892 - sur des actions menées par le Front de libération national de Cuba (FLNC), la Commission portoricaine, indique que « en janvier 1976, on a envoyé des fusils et des mires télescopiques à Porto Rico pour assassiner le leader du PSP ».

« Avec l'apparition de ces documents, les questions que nous nous posons sont nombreuses» a commenté Rosa Mari Pesquera, porte-parole de la Commission.

« Que s'est-il passé entre janvier et mars 1976? Comment savait-on alors l'existence d'un complot pour tuer Mari Bras et que deux mois plus tard on exécutait son fils? Qui a donné l'ordre de changer de victime? Quelle relation y a-t-il entre les deux conspirations y quel rôle a joué le FBI dans chacune d'elles? ¿Pourquoi Reinol Rodríguez et Frank Castro conspiraient-ils avec l'accord du FBI? Pourquoi, 34 ans plus tard, les auteurs intellectuels du crime n'ont-

ils toujours pas été arrêtés? D'un autre côté, pourquoi, si le FBI était au courant de cette conspiration pour exécuter Mari Bras, il ne l'a jamais dit, pas plus qu'il n'a proposé de mesures de sécurité pour celui qui était alors candidat au poste de gouverneur? La découverte de ces documents rappelle ce que nous avons toujours soutenu: que le FBI a, à tout le moins, offert une couverture ou a été le co-auteur de ce crime. Ce fut un assassinat politique sans le but de détruire Juan Mari Bras, sa famille et le mouvement indépendantiste ».

JUAN MARI BRAS: « CELA DOIT SERVIR DE LEÇON »

Pour sa part, le leader indépendantiste Juan Mari Bras, aujourd'hui âgé de 83 ans, a déclaré que *« nous ne nous surprenons pas parce que nous sommes habitués à être victimes de la répression la plus ignoble et cruelle du gouvernement nord-américain. Cela doit servir de leçon au peuple portoricain au sujet de la nature du colonialisme et au sujet de comment les autorités étasuniennes, pour le simple fait d'être indépendantistes nous ont soumis aux méthodes et aux actions les plus condamnables comme le fut l'assassinat de mon fils Chagui ».*

À partir de ces révélations de la Commission, le journal Claridad, représenté par son directeur, Gervasio Morales Rodríguez, a présenté une requête officielle au FBI et à neuf autres agences fédérales pour qu'ils remettent toute l'information et les documents reliés à ces conspirations.

« En sachant qu'il y a eu un complot d'assassinat, c'est notre responsabilité journalistique, politique et humanitaire de faire en sorte que l'on dise toute la vérité, toute l'information qui durant des décennies a été cachée au sujet des torts qu'ils ont causé, non seulement à lui, à son fils et à sa famille mais aussi à tout un mouvement de libération », a déclaré Morales Rodríguez.

Santiago Mari Pesquera a été assassiné le 24 mars 1976, quand il avait 23 ans.

Juan Mari Bras était alors et demeure aujourd'hui un personnage proéminent du mouvement indépendantiste *boricua*.

« Lui et sa famille ont été l'objet de multiples menaces et attentats, y compris la pose de bombes à leurs résidences et automobiles », signale la Commission.

Responsables du complot, le terroriste Reynol Rodríguez González réside à Miami et dirige le groupe paramilitaire de l'organisation terroriste cubano-américaine Alpha 66, tandis que Frank Eulalio Castro Paz vit en République dominicaine.

Le FLNC de Frank Castro a participé le 11 juin 1976, à Bonaò, République dominicaine, à la création —sur l'ordre de la CIA— de la CORU. Cette organisation terroriste a réalisé des dizaines d'actions la référence 2-471 public antérieurement identifiée à Reinol Rodríguez, lié Frank Castro et à Antonio Veciana, comme chef de la CORU à Porto Rico.

Malgré les dénonciations, les autorités nord-américaines et en particulier le FBI continuent à accorder impunité et protection aux deux terroristes comme cela se produit dans le cas de nombreux terroristes cubano-américains, parmi lesquels figurent Luis Posada Carriles et sa bande.

Jean-Guy Allard est journaliste à l'agence Granma

La source originale de cet article est [L'aut'journal](#)
Copyright © [Jean-Guy Allard](#), [L'aut'journal](#), 2009

Articles Par : [Jean-Guy Allard](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca